

CONDAMNATION D'UN RÉSEAU D'ESPIONNAGE BULGARE BASÉ AU ROYAUME-UNI CIBLANT DES DÉTRACTEURS DU KREMLIN

Un réseau basé au Royaume-Uni et dirigé par Orlin Roussev a mené des opérations de surveillance pour le compte du renseignement russe entre 2020 et 2023, pistant à travers l'Europe les journalistes d'investigation Christo Grozev et Roman Dobrokhoto, entre autres. L'accusation a démontré que le groupe avait envisagé d'enlever M. Dobrokhoto et une autre cible ainsi qu'un « piège amoureux » contre M. Grozev ; aucune attaque n'a été commise.

UKRAINE EVIDENCE HUB
AU-DELÀ DE L'UKRAINE
AU 15 OCT. 2026

DEGRÉ DE PREUVE

DÉCISION DE JUSTICE

Une juridiction, la Cour européenne des droits de l'homme ou une enquête publique judiciaire a conclu à la responsabilité de la Russie ou de ses agents.

QUI L'A ÉTABLI

Six ressortissants bulgares ont été condamnés à l'Old Bailey pour des infractions d'espionnage (plaidoyers de culpabilité et verdicts de jury de 2025) ; le CPS a déclaré qu'ils agissaient sur des instructions des services de renseignement russes transmises par Jan Marsalek, ancien dirigeant de Wirecard en fuite.

DERNIÈRES NOUVELLES

Le 12 mai 2025, les six ont été condamnés à des peines allant d'environ 5 ans à 10 ans et 8 mois ; M. Marsalek reste en fuite.

SOURCES

B Crown Prosecution Service – Comment les procureurs ont traduit en justice un réseau d'espionnage russe opérant au Royaume-Uni · 2025-05-12
<https://www.cps.gov.uk/node/26051>

C Meduza – Un tribunal londonien condamne à la prison six ressortissants bulgares pour espionnage au profit de la Russie · 2025-05-13
<https://meduza.io/en/news/2025/05/13/london-court-imprisons-six-bulgarian-nationals-for-spying-for-russia-and-plotting-attacks-on-journalists-roman-dobrokhoto-and-christo-grozev>

CE QUE NOUS DEMANDONS

DES ÉTATS MEMBRES

- Attribuer conjointement et publiquement ; porter la question devant l'ONU.
- Sanctionner les officiers et les unités qui ont ordonné l'opération, et pas seulement ceux qui l'ont exécutée.
- Expulser les officiers de renseignement opérant sous couverture diplomatique.

Le statut suit quatre degrés de preuve : décision de justice · attribution officielle · mis en accusation · soupçonné (les cas soupçonnés ne figurent que sur la page en ligne). Niveau A = juridictions, organes de l'ONU, organisations internationales · B = gouvernements, parquets · C = médias et enquêteurs. Rectificatifs : evidence@ukraine-evidence.org



page en ligne ·
rectificatifs